

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Non-au-projet-de-construction-de-6-reacteurs>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau  
en action > Echos des luttes antinucléaires > **Non au projet de construction de 6 réacteurs nucléaires au Brésil**

10 juillet 2020

## Non au projet de construction de 6 réacteurs nucléaires au Brésil

**Des habitants de l'état brésilien du Pernambuco lancent une pétition contre un projet de centrale nucléaire sur les rives du fleuve São Francisco. Alors même que la constitution de cet état interdit la construction de toute centrale nucléaire sur son territoire, un député souhaite faire passer un amendement pour modifier cet article pour débloquer un projet qui vise à déployer 6 réacteurs...**



Signer la pétition

## Texte de la pétition :

Nous sommes contre les centrales nucléaires sur les rives du fleuve São Francisco

Cette pétition, lancée par des membres de la Connexion Virtuelle Antinucléaire, appelle les députés des États de Pernambuco/Brésil à rejeter la proposition d'amendement constitutionnel - PEC, en discussion à l'Assemblée législative de cet État, pour les raisons indiquées ci-dessous.

Pour le bonheur des habitants d'Itacuruba, de Pernambuco et de tous les Brésiliens, les constituants de Pernambuco ont eu la sagesse d'écrire dans la Constitution de leur État : "Il est interdit d'installer des centrales nucléaires sur le territoire de l'État de Pernambuco tant que la capacité de produire de l'énergie hydroélectrique et par d'autres sources n'est pas épuisée".

Mais les intérêts qui sont derrière la construction de ces « bouilloires atomiques » que sont les centrales nucléaires, ont décidé de construire, à Itacuruba, sur la rive gauche du fleuve São Francisco, une centrale nucléaire avec six réacteurs. Et, pour que cela devienne légalement possible, ils veulent modifier cet article de la Constitution de l'État.

Un député de cet État au service de ces intérêts a alors présenté à l'Assemblée législative de l'État un projet d'amendement constitutionnel - PEC modifiant cet article.

Mais la population de la commune d'Itacuruba - les habitants de la ville et de plusieurs villages indigènes et de quilombos - qui serait la plus directement touchée si ce monstre atomique était construit sur leur territoire, s'oppose depuis des années à ce projet.

Et elle continue de résister, malgré la pression continuelle des promesses miraculeuses et mensongères des lobbyistes du nucléaire (emplois, développement local et même un hôpital pour la ville). Ils cachent à la population que, dans le monde entier, cette façon de produire de l'électricité est abandonnée parce qu'elle est très chère (elle exige beaucoup de conditions et d'équipements de sécurité), parce qu'elle produit des déchets très polluants (le combustible usagé est très radioactif) et parce qu'elle est extrêmement dangereuse (la radioactivité tue pendant des siècles lorsqu'elle s'échappe et se propage).

Les habitants d'Itacuruba savent que la construction du monstre en elle-même détruira leurs maisons, leurs vies et leurs lieux sacrés, et qu'il les laissera à la merci, dès qu'il commencera à fonctionner, des possibles fuites radioactives de son combustible.

Ils savent aussi que si ces accidents sont plus graves, toute présence humaine sera interdite sur tout le territoire autour de la "bouilloire" pendant des centaines d'années.

Ils savent également que le fleuve São Francisco deviendra un fleuve mort s'il est contaminé par des particules radioactives disséminées lors de ces accidents. Il ne pourra plus irriguer les terres, on ne pourra plus y pêcher des poissons pour la consommation humaine car ils seront radioactifs.

Ils savent encore qu'ils seront sous la menace permanente de catastrophes sociales et environnementales telles que celles de Tchernobyl et Fukushima, pour lesquelles on peut dater le début de l'accident, mais jamais la fin, car la radioactivité, une fois libérée par les "bouilloires", ne disparaît pratiquement jamais. Et peut atteindre de nombreuses villes autour d'Itacuruba et dans le reste de l'État et du Brésil, si les vents, qui ne peuvent pas être contrôlés, le souhaitent.

Pour toutes ces raisons, nous signons cette pétition pour dire que nous sommes contre la PEC en discussion à l'Assemblée législative du Pernambuco, qui a l'intention d'autoriser la construction de centrales nucléaires dans cet État. Et nous espérons que les députés de l'État suivront l'exemple de responsabilité donnée par les constituants de l'État lorsqu'ils ont interdit ces usines dans le Pernambuco.

Nous sommes solidaires du peuple d'Itacuruba !

Signer la pétition